Juncker veut forcer un vrai débat sur l'avenir de l'UE

EUROPE Le président de la Commission a présenté cinq scénarios dans son Livre blanc

▶ Continuer comme aujourd'hui, réduire l'UE au marché unique, accélérer à plusieurs ou ensemble ?

▶ La Commission étale les pistes et met les dirigeants comme les opinions au pied du mur.

Alors que la Commission européenne est censée être l'institution motrice de l'Union européenne, déposant des projets et traçant les lignes d'avenir, c'est une méthode inverse qu'a adoptée cette fois-ci Jean-Claude Juncker, avec son Livre blanc sur l'avenir de l'UE qu'il a présenté mercredi après-midi au Parlement européen. Pas de solution toute faite pour sortir l'Europe de son enlisement et du désamour que lui manifestent les opinions publiques : en présentant cinq scénarios différents *« à méditer »*, le président de la Commission dit vouloir *« obliger les gouvernements, le Parlement européen et les parlements nationaux, l'opinion publique et les sociétés civiles, à sortir une fois pour toutes de l'ambiguïté »* sur l'orientation à choisir pour le futur de l'UE. Abondamment critiqué pour ne pas avoir fixé une direction plutôt que cinq possibles, (voir ci-dessous) Jean-Claude Juncker a insisté en conférence de presse, qu'il mise sur « la vertu du débat » : *« On verra si les autorités nationales et régionales répondront à cet appel [à débattre]. Mais qu'on ne vienne pas me dire dans un an que nous n'avons pas écouté les autres ! »*

Rappelons que le Livre blanc

« On crie sur tous les toits qu'il faut consulter, mais quand on le fait, on nous critique »

est la contribution de l'exécutif européen au grand remue-méninges post-Brexit censé s'amorcer à l'occasion du soixantième anniversaire du traité de Rome, qui sera commémoré le 25 mars prochain dans la capitale italienne en présence des 27 chefs d'Etat ou de gouvernement de l'UE. Comme *Le Soir* l'avait révélé lundi dernier, les cinq scénarios s'échelonnent du statu quo au modèle le plus fédéraliste de l'intégration européenne. Pour chacun des scénarios, le document trace à quoi l'UE ressemblerait en 2025, en identifiant les avantages et les inconvénients correspondants.

1 « On continue (comme maintenant) ». Ce scénario table tout simplement sur la poursuite du fonctionnement actuel de l'UE, communément jugé insatisfaisant tant par les opinions publiques que par ses dirigeants. On continuerait à exécuter le programme de travail tel qu'il avait été lancé par la Commission Juncker en 2014, puis redéfini lors du premier sommet « post-Brexit » à Malte en septembre dernier. Les 27 avaient alors recentré le travail sur les trois grandes priorités : croissance et emploi, sécurité extérieure, et migration. Avantage ? *« L'unité des 27 est préservée, mais elle est susceptible d'être mise à l'épreuve en cas de grands désaccords. »* En clair : le même fonctionnement produira les mêmes désaccords et les mêmes blocages que ceux qui mécontentent tout le monde.

2 « Rien que le marché unique ». Selon cette vision, *« l'Union européenne sera graduellement recentrée sur le marché unique »*. La logique derrière ce modèle mercantiliste : *« Puisqu'il n'y a pas de détermination partagée à coopérer plus dans des domaines tels que la migration, la sécurité ou la défense, (...) le marché unique devient la principale raison d'être de l'UE27. (...) En conséquence, les différences se maintiennent ou s'accroissent dans des domaines tels que les droits des consommateurs, les normes sociales et environnementales ainsi qu'en fiscalité et aides d'Etat. Ceci crée le risque d'un nivellement par le bas »*. C'est le seul scénario que Jean-Claude Juncker a dit refuser d'emblée : *« Mais nous le mentionnons, car certains pays le souhaitent. »*

3 « Ceux qui veulent plus font plus ». Ce scénario prévoit que les pays qui veulent élargir la coopération et approfondir l'intégration dans une série de domaines clés, le fassent sans attendre les autres, ni sans les en exclure non plus. *« Cela pourrait recouvrir des politiques comme celle de la défense, de la sécurité intérieure, de la fiscalité ou du social »*, spécifie le Livre blanc. *« L'unité des 27 serait maintenue, mais les droits des citoyens commenceraient à varier selon qu'ils résident ou non dans des Etats qui ont choisi de faire plus. »* Autre inconvénient : ce modèle risque *« d'amplifier les questions sur la transparence et la responsabilité des décisions entre les différents niveaux. »* Par contre, *« l'écart entre les attentes des citoyens et les résultats des politiques commencerait à se réduire dans les pays qui auront choisi de faire plus. »*

4 « En faire moins, mais plus efficacement. » Selon ce quatrième modèle, *« l'UE se concentrerait sur l'effort de faire plus et plus vite dans une série de domaines choisis, et de faire moins dans les autres secteurs »*. Avantage : *« les outils de mise en œuvre des décisions seraient renforcés (...) comme c'est le cas aujourd'hui dans la politique de concurrence ou la supervision bancaire »*. Et dans les autres domaines ? *« L'UE27 cesserait d'agir, ou ferait moins. »*

5 « Faire beaucoup plus ensemble ». C'est le scénario le plus fédéraliste, que les proches de Juncker appellent le « scénario Verhofstadt ». Dans ce cas de figure, prôné de longue date par l'ex-Premier ministre belge et aujourd'hui chef de file des libéraux au Parlement européen, *« l'Europe parle et agit comme une entité unique en matière de commerce, et est représentée par un seul siège dans les enceintes internationales. Le Parlement européen a la voix décisive dans les accords commerciaux, la défense et la sécurité sont en tête des priorités, et en accord avec l'Otan, une Europe de la défense est créée. »*

Avantages ? *« La prise de décision est plus grande et plus rapide au niveau de l'UE. Les droits des citoyens découlant des lois européennes sont plus grands. »* Quant aux inconvénients : *« Il y a un risque d'aliéner des parts importantes de la société, qui trouve que l'UE manque de légitimité ou a pris trop de pouvoir aux autorités nationales. »*

La synthèse la plus lapidaire a été sans nul doute celle de Guy Verhofstadt : *« Oubliez les 3 premiers scénarios, il n'y a que les quatrième et cinquième qui tiennent ! »* De fait : le premier fait actuellement la démonstration de son inanité, le deuxième serait un saut dans le passé inacceptable pour une majorité, tandis que le troisième sous-entend de laisser derrière plusieurs Etats, un bien mauvais message de désunion en réponse au Brexit. Mais enfin : au moins le débat est ouvert. ■

JUREK KUCZKIEWICZ

« L'Europe est une affaire de cœur et de valeurs. Je ne cite pas un poeme, je décris une nécessité continentale »

réactions L'avenir de l'UE, un sujet difficilement consensuel

*On crie sur tous les toits de l'Europe qu'il faut débattre, qu'il faut que nous retrouvions le chemin vers nos concitoyens, et lorsqu'on le fait, on nous critique. Mais m***!* ». C'est sans mâcher ses mots que le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, a répondu mercredi à la charge d'eurodéputés déçus du fait que l'institution européenne n'ait pas tranché en faveur d'un scénario pour aiguiller l'UE dans la suite de son histoire.

Il aurait été « *nécessaire d'indiquer une option politique car la Commission n'est pas un organe bureaucratique mais politique, c'est pour cela qu'on vous a élu* », lui a lancé le chef du groupe socialiste du Parlement, Gianni Pittella. Son groupe s'est positionné derrière le dernier scénario imaginé par la Commission, celui du fédéralisme total.

Mais la Commission a voulu montrer qu'elle n'avait pas d'œillères et qu'elle entendait les voix de ceux qui plaident pour une Europe a minima. Et comme elle tient à un débat informé, l'idée de certains commissaires d'illustrer les différentes pistes par des cas concrets (comme l'exemple du commissaire Ansip des voitures connectées qui seraient inimaginables dans une Europe à plusieurs vitesses) a finalement été reprise dans le document présenté par la Commission.

Aux gouvernements maintenant de prendre la balle au bond. Pendant la discussion à huis clos, mardi soir, un commissaire européen a d'ailleurs préconisé de les traiter comme « *l'on traiterait une personne que l'on aime* ». C'est-à-dire arrêter de les « *gâter* » et les forcer à « *assumer* ».

Le couple franco-allemand a été le premier à prendre la main, quoiqu'en filigranes, mercredi. « *Sans remettre en cause ce que nous avons accompli, nous devons trouver des moyens de mieux prendre en compte les différents niveaux d'ambition des États membres* », ont déclaré les ministres des affaires étrangères de ces pays dans un communiqué conjoint. « *L'UE est beaucoup plus qu'un marché unique* », ont-ils toutefois précisé.

En Belgique, l'eurodéputé Open-VLD Guy Verhofstadt a appelé les gouvernements à un « *bond en avant* » dans l'intégration. Le fédéralisme a également les faveurs de l'élu CD&V Tom Vandenkendelaere, même si son groupe a aussi envisagé un sixième scénario, combinant tous les autres. Le N-VA Sander Loones s'est quant à lui réjoui du fait que la Commission ait réalisé « *qu'il y avait des alternatives à plus d'Europe* ».

Marianne Thyssen, a par ailleurs plaidé pour que l'UE ne recule pas sur ses compétences en matière sociale

Lors de la discussion à huis clos des commissaires, un scénario plus sombre basé sur un possible détricotage de l'intégration aurait été brièvement évoqué et rapidement écarté. Cela aurait été « *défaitiste* » et n'aurait pas permis d'assurer « *l'unité des 27* », explique-t-on à la Commission. Toujours pendant le débat, la commissaire de nationalité belge, Marianne Thyssen, a par ailleurs plaidé pour que l'UE ne recule pas sur ses compétences en matière sociale.

Au Parlement, l'élu écologiste belge Philippe Lamberts a regretté de ne pas voir beaucoup de fond à l'amorce du débat. La Commission propose de « *faire du surplace, marche arrière, marche avant, mais toujours dans la même direction, comme si l'idée d'un changement de cap était impensable* », a-t-il regretté. Il a notamment appelé à la convergence, et non plus la concurrence, dans les domaines fiscal et social. ■

ELODIE LAMER